



# DÉPARTEMENT DE TARN-ET-GARONNE

## Pacte Territorial d'Insertion 2024-2026

### Appel à projets départemental *Parcours Autonomie*

#### Annexe 1 **CAHIER DES CHARGES ET NOTICE CONTEXTUELLE**

Politique en matière de lutte contre la pauvreté, d'insertion sociale et professionnelle et de développement social

*Date de lancement de l'appel à projets*  
**1<sup>er</sup> septembre 2023**

*Date limite de dépôt des candidatures*  
**13 octobre 2023**

## *Préambule*

Issu de la loi n° 208-1249 du 1<sup>er</sup> décembre 2008, généralisant le Revenu de Solidarité Active (RSA), **le Pacte Territorial d'Insertion (PTI) est un accord départemental** qui traduit une volonté commune de donner davantage de lisibilité dans la mise en œuvre des politiques d'insertion et de faire évoluer les modes de coopération inter-institutionnelles et partenariales sur un territoire. Il s'agit ainsi de **favoriser l'insertion des publics en situation de précarité, au delà-même des bénéficiaires du RSA, notamment les jeunes, les personnes handicapées.**

**Son objectif est de participer à accroître le nombre d'accompagnements de personnes très éloignées de l'emploi dans le cadre de parcours intégrés d'accès à l'emploi, de renforcer la qualité et l'efficacité de ces parcours d'accompagnement et d'améliorer la couverture territoriale de l'offre d'insertion.**

## *Éléments de contexte*

A travers ses programmes départementaux d'insertion, le Conseil Départemental a pour ambition de favoriser l'accès à l'emploi pour le plus grand nombre et a fait de l'insertion sociale et professionnelle des personnes en difficulté l'une de ses priorités.

L'accompagnement des publics en situation de précarité vise l'autonomie socio-professionnelle avec notamment le retour à l'emploi. Parmi les freins identifiés, les problématiques de mobilité sont prépondérantes. On estime, en France, que 28 % des personnes en insertion professionnelle abandonnent leur emploi ou leur formation pour des raisons de mobilité : elles n'ont pas accès aux moyens de transport, n'ont pas de véhicule ou n'ont pas le permis de conduire. Localement, 56 BRSA du Département ont répondu à des questionnaires transmis par le service insertion. La thématique de la mobilité a recueilli 29,5 % des réponses et arrive en tête des besoins des BRSA.

Il est donc important de restaurer la capacité de la personne à être acteur de son parcours pour favoriser l'émergence d'une autonomie sociale. Il s'agit aussi de développer la complémentarité des leviers nécessaires pour améliorer l'insertion sociale des personnes, confrontées à des difficultés engendrant des freins à l'emploi. Dès lors, le Conseil Départemental souhaite, entre autre, doter le territoire Tarn-et-Garonnais de solutions de mobilité solidaires opérationnelles, lesquelles correspondent aux besoins clairement exprimés par les usagers, en tenant compte des contraintes géographiques, des bassins de vie et de la réalité socio-économique.

### **1 – Structures visées par l'opération**

Sont visés par l'opération les acteurs de l'offre territoriale d'insertion spécialisés dans l'accompagnement des publics fragiles, et répondant à un ou plusieurs objectifs fixés dans le présent appel à projets.

### **2 – Public visé**

Sont concernés les publics en risque d'exclusion sociale et dont les problèmes d'insertion sont liés à un cumul de difficultés personnelles, sociales et/ou professionnelles : problématiques de mobilité, numérique, alimentaire, accès aux droits

### **3 – Objectifs**

Finalité : Les actions proposées viseront à permettre aux personnes de restaurer leur capacité d'agir en recherchant leurs potentialités, à se mobiliser et à mobiliser leurs propres moyens pour les rendre acteurs de leur parcours d'insertion.

3 thématiques sont proposées, au choix de l'opérateur :

#### **👉 Volet fracture numérique**

Développer les compétences numériques pour en faire un véritable levier d'insertion et d'accès aux droits :

- Accompagner et former les personnes « éloignées du numérique », afin de leur transmettre les compétences nécessaires pour un accès facilité aux droits et aux démarches administratives :

- Faciliter l'accès aux services publics en développant l'accompagnement des usagers dans leurs démarches administratives : cela passera tout d'abord par la vérification des codes de l'utilisateur notamment les codes France Connect et par la vérification de l'opérationnalité de la boîte e-mail, puis appui à l'appréhension des démarches dématérialisées en lien avec le réseau des France services ; structures identifiées comme les relais officiels des opérateurs nationaux sur les territoires et bénéficiant à ce titre d'un outil de mise en relation rapide « administration + ».
- Aide à l'organisation inhérente à l'identification numérique : accompagnement dans l'enregistrement et la gestion des mots de passe, adresses mail ou téléphone (via la fourniture de répertoire par exemple).

- Accompagner à la maîtrise des outils numériques afin d'améliorer l'insertion sociale et l'employabilité.

- Aide à la prise en main des outils numériques : smartphones, ordinateurs, scanner, imprimantes et des applications « métiers » notamment le site internet Tarn-et-Garonne Emploi.
- Aide à la formalisation numérique d'un CV et d'une lettre de motivation via notamment l'accompagnement d'un CIP.
- Améliorer l'inclusion numérique des publics fragilisés en renforçant et en accompagnant le partenariat avec les professionnels de l'action sociale et en leur donnant les moyens d'agir avec le numérique.

- Accompagner au choix technique et/ou aide à l'acquisition du matériel nécessaire à l'autonomie numérique : smartphone, ordinateur, carte SIM et autres périphériques selon prioritairement une approche du reconditionnement.

#### **👉 Volet du soutien à la vie quotidienne**

- Permettre l'autonomie alimentaire par le biais d'une épicerie solidaire, en prévoyant un accompagnement à l'accès à des produits alimentaires à prix abordables. Un travail sur la gestion budgétaire sera pertinent ;

- Travailler sur l'articulation des temps de vie professionnels et personnels : de plus en plus de femmes assumant (seules ou non) des enfants en bas âge doivent être accompagnées dans leur démarches d'insertion professionnelle en développant leur confiance et leur autonomie par une meilleure connaissance de l'environnement, une utilisation des services existants et un élargissement des choix professionnels.

- Inciter et valoriser les temps de bénévolat, au sein des structures solidaires

#### ↳ Volet mobilité

- Mettre en place un transport d'utilité sociale pour permettre aux personnes de se rendre sur leur lieux de travail ou sur une action d'insertion, en horaires décalés.

***Le Transport d'utilité sociale (TUS) est régi par la loi n° 2016-1920 du 29 décembre 2016 relative à la régulation, à la responsabilisation et à la simplification dans le secteur du transport public particulier de personnes, dite GrandGuillaume. Celle-ci mentionne les conditions suivantes :***

- ***Le TUS doit être mis en œuvre par une association ;***
- ***Les personnes transportées doivent avoir un accès aux transports publics collectifs ou particuliers limité du fait de leurs revenus ou de leur localisation géographique (c'est à dire résidant dans une commune rurale ou appartenant à une unité urbaine de 12 000 habitants) ;***
- ***Les trajets doivent être inférieurs à 100 km ;***
- ***Les véhicules doivent appartenir à l'association ou lui être mis gratuitement à disposition par les bénévoles ;***
- ***La participation aux coûts que l'association peut demander au bénéficiaire, pour chaque déplacement réalisé, est destinée à prendre en compte les frais engagés pour l'utilisation du véhicule de transport, et est plafonnée, par arrêté de 2019, à 0,32€ par kilomètre parcouru ;***
- ***Le TUS peut également être mis en œuvre en ayant recours à des personnes en insertion dans les fonctions de conducteurs comme de référents tant que cela est mis en œuvre par une association.***

↳ mailler le territoire de solutions pour accompagner les bénéficiaires à lever les freins à la mobilité

↳ Élargir la gamme de solutions et proposer des services innovants pour répondre aux besoins spécifiques des bénéficiaires notamment ceux en emploi et en horaires décalés avec mise en place d'un transport d'utilité sociale (TUS).

↳ Parallèlement, un accompagnement sera mis en place pour préparer les personnes au code et à la conduite : en contrepartie de l'accès aux transports d'utilité sociale, l'utilisateur s'engagera à passer le permis.

- Développer des mobilités respectueuses de l'environnement telles que les deux roues : proposer un apprentissage du vélo ainsi que l'émergence d'ateliers d'auto-réparation de cycles.

## **4 – Modalité et déroulement de l'opération**

### **A. Conditions de mise en œuvre**

↳ Orientation obligatoire du Conseil Départemental, de Pôle Emploi ou des partenaires conventionnés, à l'aide des fiches d'orientation en vigueur. Si prise en charge de la personne, l'opérateur doit renvoyer, au service Insertion, la fiche de prescription assortie de la date du 1<sup>er</sup> RDV dans les délais impartis.

### **B. Transmission des informations**

↳ Chaque opérateur devra remettre une synthèse de l'intervention qu'il aura réalisée auprès de la personne suivie : il s'agit d'un bilan qualitatif précis avec préconisations sur la suite du parcours.

Ces informations seront à transmettre à la fois directement au référent de la personne bénéficiaire, et au service Insertion dans le cadre des bilans à transmettre au terme de chaque **période de 3 mois**, ainsi que lors du bilan final de l'opération conventionnée.

Le bilan final doit être assorti d'une feuille de route individualisée, élaborée avec les stagiaires, afin d'identifier les actions à mener à court, moyen et long terme.

Concernant les opérations relevant du volet « fracture numérique », il sera aussi attendu un état des compétences acquises au regard d'un test de positionnement initial avant accompagnement. Ce test de positionnement pourra s'appuyer sur un outil développé par la cellule inclusion numérique du Conseil Départemental.

↳ L'opérateur devra préciser les temps de présence des personnes accompagnées, via une feuille d'émargement.

↳ Des échanges avec les référents et le service Insertion devront permettre de travailler vers d'autres perspectives d'accompagnement, d'étapes de parcours et/ou l'emploi.

### **C. Modalité de mise en œuvre de l'accompagnement**

Au regard des objectifs fixés, un accompagnement sur des temps individuels et collectifs (ateliers thématiques) paraît approprié.

↳ **Durée et fréquence des rencontres :**

La durée totale de chaque accompagnement individuel ne saurait excéder trois mois, renouvelables. Des accompagnements de 6 mois renouvelables sont préconisés pour les actions mobilité.

↳ **Déroulement de l'action :**

L'action peut comporter tous types d'activités sportives, culturelles... participant à l'insertion sociale.

Concernant l'axe mobilité :

↳ **Localisation de l'opération :**

Un maillage territorial plus affiné et une implantation indispensable des opérations sur le périmètre des 5 Maisons Départementales des Solidarités sont souhaités :

<b>Maisons des Solidarités de</b>	<b>Maisons des Solidarités de</b>	<b>Maisons des Solidarités de</b>	<b>Maisons des Solidarités de</b>	<b>Maison des solidarités de</b>
<b>CAUSSADE - NEGREPELISSE</b>	<b>MONTECH – VERDUN SUR GARONNE</b>	<b>CASTELSARRASIN - MOISSAC</b>	<b>BEAUMONT - VALENCE D'AGEN</b>	<b>MONTAUBAN</b>

Les actions se dérouleront sur l'ensemble du territoire du Tarn-et-Garonne. Plusieurs lieux d'intervention pourront être identifiés par le porteur de projet pour assurer un maillage territorial cohérent et prendre en compte les problématiques rencontrées par les publics (manque de mobilité,

précarité...) en cohérence avec les offres déjà existantes.

## **5 – Indicateurs de suivi et évaluation continue (opérationnalité)**

- Nature, nombre et durée des trajets et des rencontres (individuelles/collectives),
- Taux de démarrage de l'opération : nombre de suivis démarrés/nombre de prescriptions,
- Taux d'abandon,
- Situation à l'entrée et à la sortie,
- Durée moyenne d'accompagnement,
- Nombre de réorientations vers d'autres actions/de sortie vers l'emploi.

Chaque opérateur pourra être amené à travailler avec le Conseil Départemental et les autres opérateurs conventionnés sur la formalisation des outils et méthodes permettant de repérer l'employabilité des bénéficiaires, ainsi que sur l'évaluation des opérations mises en œuvre pour en mesurer l'efficacité et l'efficience.

Aussi, chaque porteur de projet s'engage à participer aux différents temps de rencontre sur le Territoires des maisons départementales des solidarités (MDS) et à travailler en collaboration avec le service Insertion du Conseil Départemental.

Il serait apprécié la constitution d'un comité de suivi qui pourrait se réunir à minima à deux reprises, avant le lancement de l'action et à la fin de l'action. Ce comité de suivi pourrait associer les acteurs des MDS et du service insertion.

## **6 – Coût de l'action (transparence financière)**

L'opérateur doit définir le coût de l'action proposée sur le territoire de son choix en précisant :

- 1 – le coût d'intervention horaire ou journalier affecté,
- 2 – le temps prévu en jours ou heures d'intervenants internes ou externes à son organisme,
- 3 – le coût par stagiaire.

Les dépenses prises en considération dans le calcul de la participation financière correspondent aux coûts directs (dépenses de personnel et charges de structure) liés exclusivement à la réalisation de cette action.

**Toutefois, le budget prévisionnel devra être équilibré et réaliste et une recherche de pluri-financements ou autofinancement paraît nécessaire à partir de 7 000€. Le budget prévisionnel doit refléter fidèlement l'analyse des besoins et des ressources nécessaires à la réalisation de l'action.**

## **7 – Suivi de l'action et procédure de paiement (traçabilité)**

Chaque opérateur devra respecter la procédure suivante :

- renvoyer les conventions dans le délai imparti uniquement par courrier (signatures originales)
- utiliser les formulaires, documents et outils transmis par le Conseil Départemental pour effectuer, 2 fois par an (minimum), les rapports et demandes de remboursements relatifs aux actions menées et dépenses correspondantes,
- remettre ces éléments aux dates convenues dans la convention, accompagnés des pièces nécessaires (liste annexée à la convention),
- accepter de se soumettre à toute vérification préalable des éléments et pièces transmis et à tout contrôle sur place, mené par les services du Conseil Départemental ou services agréés, dans le

cadre des règlements en vigueur.

## **8 – Respect des obligations (conformité)**

En cas de non respect de ces obligations et de celles décrites dans la convention, le service Insertion sera à même de demander la suspension de tout paiement ou la résiliation de la convention.

## **9 – Communication**

L'opérateur s'engage à valoriser son action auprès du grand public (article presse, page internet...). Dans ce cadre, il devra faire figurer la participation du Conseil Départemental en apposant son logo.

Par ailleurs, sur le volet numérique, l'opérateur s'engage à référencer son action et sa structure sur l'outil de cartographie collaborative régionale développée par le Hub Rhinooc selon les informations qui seront transmises après la sélection par le Conseil Départemental.

**ATTENTION**

**Le dossier est à remettre OBLIGATOIREMENT**

\* En format papier à remplir et à envoyer :

HOTEL DU DEPARTEMENT  
Pôle des Solidarités humaines  
Direction de la Cohésion sociale – service insertion  
**APPEL A PROJETS PTI – PARCOURS AUTONOMIE**

100 boulevard Hubert Gouze  
BP 783  
82013 MONTAUBAN cédex

\* et/ou par mail à [pti@tarnetgaronne.fr](mailto:pti@tarnetgaronne.fr)

**Pour tout renseignement, vous pouvez nous adresser vos questions à l'adresse mail [pti@tarnetgaronne.fr](mailto:pti@tarnetgaronne.fr) avant le 15 septembre 2023.**

**Les réponses seront apportées sur le site du Conseil Départemental du Tarn et Garonne.**

**Les dossiers seront acceptés, sous la forme requise, jusqu'à la date du 13 octobre 2023, minuit.**

**Les dossiers reçus hors délais seront déclarés irrecevables.**

**Les critères de sélection :**

**Un scoring sera établi : une note minimale de 10/20 sera requise pour que les projets soient étudiés.**

↳ **Les opérations seront examinées en fonction des critères suivants : (10 points)**

- 1er critère : Répondre aux critères et objectifs identifiés par le Département et précisés ci-dessus (4 points).

- 2ème critère : Prévoir les modes d'intervention pour maintenir la continuité de l'accompagnement des publics en cas de situation sanitaire exceptionnelle (1 point).

- 3ème critère : Capacité de la structure à suivre et respecter les exigences qualitatives et de gestion, notamment en terme de suivi des publics et d'évaluation des parcours (2,5 points).

- 4ème critère : la capacité matérielle et financière de la structure. L'adéquation des moyens et des personnels avec les actions proposées, l'expérience de la structure et des intervenants (compétences



et qualifications), montant de la demande de fonds de concours (2,5 points).

↳ **Points de bonification pour le classement des projets (10 points)**

- Montant de la subvention sollicitée : bonification si le coût par stagiaire est inférieur à 1 000 euros (2 points) ;
- Tout projet au dessus de 7 000 euros devra présenter un cofinancement (2 points)
- Caractère innovant du projet (1 point)
- Impact du projet sur l'objectif poursuivi, le public accompagné et le territoire (1 point) ;
- Maillage territorial et ciblage plus spécifique du public ou de zones géographiques, en réponse à un besoin particulier. Prise en compte des caractéristiques du territoire (rural, isolé, zone urbaine sensible,...) (1,5 points)
- Effet levier pour l'emploi (1,5 points) ;
- Prise en compte de la question environnementale et de ses conséquences dans le projet (1 point) ;

Le service insertion se réserve la possibilité de demander des précisions et/ou toutes pièces complémentaires utiles, par écrit ou par téléphone.

L'absence d'élément de réponse détaillé au dossier de présentation du projet peut constituer un motif de rejet de la demande de fonds de concours.

**S'il est retenu, le porteur de projets fera l'objet d'un conventionnement pour la période 2024, sous réserve des bilans qualitatifs et quantitatifs des actions menées. Il pourra, éventuellement, faire l'objet d'un avenant à la convention initiale pour 2025-2026.**

**Le calendrier de la procédure :**

- Appel à projets en ligne : **du 1<sup>er</sup> septembre au 13 octobre 2023**
- Instruction des dossiers : **du 16 octobre au 20 octobre 2023**
- comité de sélection : **entre le 23 octobre et le 27 octobre 2023**
- Diffusion des résultats : **à compter du 30 octobre 2023**